



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 5 août 2019

CDDG-Bu(2019)9

**BUREAU DU COMITE EUROPEEN
SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE
(CDDG)**

RAPPORT DE REUNION¹

23 mai 2019, Conseil de l'Europe, Strasbourg

1. Ouverture de la réunion

Le Président, M. Peter Andre, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux participants, en particulier aux nouveaux membres. Il présente M^{me} Sonia Sirtori, nouvelle cheffe de la Division de la bonne gouvernance. La liste des participants figure à l'Annexe I.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour tel qu'adopté figure à l'Annexe II. Le Président annonce que, dans l'ordre des travaux, les points 8 et 9 suivront le point 4.

3. Informations du Président sur les activités récentes

Le Président dresse un aperçu général de la 36^e session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, à laquelle il a participé. Les principaux points abordés lors de cette session ont été les difficultés rencontrées par les pouvoirs locaux et régionaux et leurs élus, l'indemnisation financière des élus locaux et régionaux dans l'exercice de leurs fonctions, la lutte contre le népotisme au sein des pouvoirs locaux et régionaux, et la protection des lanceurs d'alerte. Certaines de ces questions méritent d'être suivies par le CDDG dans ses futurs travaux et il importe que celui-ci travaille en synergie avec le Congrès. Au vu de ces considérations, le Président a accepté l'invitation à assister à la conférence sur le thème « Villes intelligentes : villes démocratiques et inclusives », que le Congrès organisera le 14 juin 2019 à Várpalota (Hongrie). De plus, il a assisté, lors de la session d'avril de la Conférence des OING, à la réunion du groupe de travail sur le thème « Participation à la prise de décision démocratique », qui a porté sur la question du contrôle des pouvoirs locaux du point de vue de la société civile.

¹ Établi par le Secrétariat.

Suit une discussion avec les membres du Bureau et du Secrétariat au cours de laquelle les participants réfléchissent à la manière d'améliorer la portée, la visibilité et l'impact des travaux du CDDG et font les propositions suivantes :

- il conviendrait d'améliorer la diffusion des textes adoptés par le Comité des Ministres ; si les ressources le permettent, ces textes devraient être traduits dans les langues non officielles ; ils devraient en outre être transmis aux autorités des États membres du Conseil de l'Europe via un courrier officiel du Secrétariat (Directeur) ou des Représentations permanentes ; les membres du CDDG doivent contribuer à promouvoir la diffusion de ces documents ; le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance est un maillon essentiel pour ce qui est de faire connaître les textes adoptés et d'élaborer des boîtes à outils à partir de ces textes ;
- les retours d'information sur la mise en œuvre des textes adoptés devraient être systématiquement recueillis. Le CDDG devrait tenir régulièrement des échanges de vues à ce propos, par exemple en inscrivant un point spécifique à son ordre du jour ;
- le CDDG pourrait souhaiter intensifier ou renforcer la pratique d'inviter ses représentant-e-s à présenter les initiatives pertinentes par leurs gouvernements et à partager leurs expériences ;
- les ministres et vice-ministres devraient être invités régulièrement aux réunions du CDDG, et ils devraient être associés plus étroitement aux travaux du comité, car ils ont le poids politique nécessaire pour faire avancer les questions au niveau national.

4. Information sur les développements récents au Conseil de l'Europe

M^{me} Claudia Luciani présente les conclusions de la 129^e session du Comité des Ministres (Helsinki, 16 et 17 mai 2019). Les enjeux de cette session étaient particulièrement grands, ainsi qu'en témoigne le niveau élevé de participation. Le Comité des Ministres a adopté une Déclaration marquant le 70^e anniversaire du Conseil de l'Europe, dans laquelle il réaffirme l'importance de l'Organisation en tant que plate-forme de dialogue et de coopération fondée sur des valeurs et unique en son genre, et de tous ses États membres. Le Comité des Ministres a également décidé de renforcer la protection et la promotion de l'espace dévolu à la société civile en Europe. Il a en outre chargé ses Délégués de donner suite aux propositions contenues dans le rapport du Secrétaire Général intitulé *Relever les défis à venir - Renforcer le Conseil de l'Europe*, et a appelé à relever les nouveaux défis majeurs (traite des êtres humains, liberté d'expression, inégalité et discrimination, migration, droits sociaux, lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique) et à assurer la pérennité de l'Organisation. En ce qui concerne l'intelligence artificielle, le Comité des Ministres a décidé d'examiner la possibilité d'élaborer un cadre juridique pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle, en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit. Il importe que le CDDG soit associé à ces travaux.

À ce jour, on ne sait pas avec certitude si la Fédération de Russie présentera une délégation à l'Assemblée parlementaire et honorera ses obligations financières envers l'Organisation. La mise en œuvre du plan de contingence ne peut donc être exclue.

Lors de la discussion qui suit, les membres du Bureau conviennent qu'il importe que le CDDG se tourne vers l'avenir et qu'il commence à travailler sur les nouvelles tendances qui se dessinent. Le recours à l'intelligence artificielle est déjà significatif dans de nombreux États membres, à tous les niveaux de gouvernance. Son potentiel doit être maîtrisé de façon à prévenir les risques. Cela étant, le traitement de cette question requiert un très haut niveau d'expertise.

En conclusion, M^{me} Luciani rappelle que la déclaration du sommet de Varsovie a placé la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance au centre des priorités du Conseil de l'Europe. Quatorze ans plus tard, cette ligne stratégique a perdu de sa force. La nouvelle Secrétaire Générale jouera assurément un rôle dans la fixation des priorités de l'Organisation pour les années à venir.

5. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG

Le Bureau prend note du document CDDG-Bu(2019)1, qui énumère les décisions prises par le Comité des Ministres depuis la réunion du CDDG des 28, 29 et 30 novembre 2018 présentant un intérêt pour les travaux du Comité.

S'agissant des Recommandations 428 et 434 du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, intitulées respectivement « Combattre le népotisme au sein des pouvoirs locaux et régionaux » et « L'indemnisation financière des élus locaux et régionaux dans l'exercice de leurs fonctions », le Bureau charge le Secrétariat de diffuser des éléments d'information en vue de la contribution du CDDG à la réponse du Comité des Ministres, qui devra être approuvée par écrit.

6. État d'avancement des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2018-2019

6.1 Révision de la Recommandation R(98)12 du Comité des Ministres sur le contrôle des actes des collectivités locales

Le Bureau prend note de l'adoption par le Comité des Ministres de la Recommandation révisée sur le contrôle des actes des collectivités locales ([CM/Rec\(2019\)3](#)) à la 1343^e réunion des Délégués des Ministres (4 avril 2019).

6.2 Éthique publique

Lignes directrices sur l'éthique publique : Projet révisé

Le Bureau a un échange de vues approfondi sur la base du document GT-EP(2019)1rév, qui a été présenté au groupe de travail sur l'éthique publique à sa deuxième réunion, et du document CDDG-Bu(2019)2 tel que révisé à l'issue de la deuxième réunion du groupe de travail. Le Bureau remercie le groupe ainsi que l'expert, M. Doublet, pour leur travail précieux. Il décide de transmettre au groupe de travail le document CDDG-Bu(2019)2, assorti de propositions supplémentaires, et rappelle que le groupe doit finaliser le projet de lignes directrices à sa prochaine réunion, qui se tiendra les 16 et 17 septembre à Strasbourg, en vue de son approbation définitive par le CDDG du 9 au 11 décembre. Le Bureau rappelle en outre que, dans un souci de cohérence, le guide final doit être approuvé après le projet de lignes directrices sur l'éthique publique.

Préparation d'une étude de faisabilité d'un cadre d'indicateurs du Conseil de l'Europe pour l'éthique publique

Le Bureau est informé des discussions qui se sont tenues au sein du groupe de travail concernant l'étude de faisabilité sur la préparation d'un cadre d'indicateurs du Conseil de l'Europe. À la suite d'un échange de vues, les membres du Bureau décident d'un commun accord du texte d'un bref questionnaire à envoyer aux États membres.

6.3 La démocratie électronique

Information sur la deuxième réunion du groupe de travail du CDDG sur la démocratie électronique (14-15 mars 2019, Strasbourg)

Le Bureau prend note du rapport de la réunion.

Lignes directrices sous la forme d'une boîte à outils sur la démocratie électronique

Le Bureau indique que les lignes directrices doivent être un instrument de haut niveau adressé aux États membres du Conseil de l'Europe, tandis que la boîte à outils doit être un instrument pratique qui fournit aux « praticiens » des orientations utiles et qui contient des exemples et décrit les différentes étapes concrètes à franchir.

Réunion d'examen sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur les normes relatives au vote électronique

Pour préparer la réunion, le Bureau charge le Secrétariat de soumettre aux États membres un questionnaire sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur les normes relatives au vote électronique. Il décide en outre que la réunion d'examen se tiendra en même temps que la réunion du CDDG de décembre 2019.

Les nouvelles technologies et le cycle électoral

Le Bureau est informé des activités en cours du Conseil de l'Europe dans ce domaine et se dit favorable à ce que le CDDG commence à travailler sur les nouvelles technologies et le cycle électoral. Dans la mesure du possible, ces travaux pourraient démarrer en 2019. En tout état de cause, cette mission pourrait être intégrée au mandat du CDDG pour le prochain biennium.

6.4 Stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance

Le Bureau prend note des informations présentées oralement par le Secrétariat sur les faits récents concernant la promotion du Label européen d'excellence en matière de gouvernance et sur la mise en œuvre des programmes ELoGE dans des États membres du Conseil de l'Europe.

7. Développement d'outils en matière de bonne gouvernance démocratique et réformes de soutien

M^{me} Alina Tatarenko présente l'état de mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2022 du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, et décrit brièvement les activités menées en Albanie, en Arménie, en Croatie, à Chypre, en Estonie, en France, en Grèce, en Hongrie, en Lituanie, en République de Moldova, en Pologne, en Roumanie, en Serbie, en Slovaquie et en Espagne.

M^{me} Sylvia Ivanova expose l'état de mise en œuvre du programme sur la décentralisation en Ukraine, dans le cadre duquel le Conseil de l'Europe est le principal conseiller du gouvernement dans le domaine de la réforme territoriale.

8. Rapport 2019 du Secrétaire Général

Le Bureau prend note du rapport intitulé *Relever les défis à venir — Renforcer le Conseil de l'Europe*.

9. Le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) en 2020-2021 : possibilités d'action

À la suite des échanges de vues sur les points 4 et 8 de l'ordre du jour, le Secrétariat présente des propositions concernant le mandat du CDDG pour le prochain biennium. On ne sait pas encore avec certitude si le plan de contingence sera appliqué. Il faut donc rester prudent dans la planification du budget.

Le Bureau appuie la proposition concernant l'élaboration d'une recommandation sur l'obligation de rendre des comptes pour les personnes et des organes élus, qui serait un bon moyen de compléter la Recommandation CM/Rec (2019) 3 sur le contrôle des actes des collectivités locales.

De plus, pour donner suite aux rapports du Secrétaire Général sur la Situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit et tenant compte des résultats de la 129^e session du Comité des Ministres à Helsinki, le Bureau appuie la préparation d'une étude sur « Les effets du passage au numérique sur la démocratie et la gouvernance », et l'élaboration de normes sur « Les nouvelles technologies et le processus électoral », sous la forme d'une recommandation ou de lignes directrices.

10. Présidence du Comité des Ministres

Le Bureau prend note du document CDDG-Bu(2019)6, qui dresse la liste des activités menées sous la présidence finlandaise du Comité des Ministres et des priorités de la Présidence française.

11. Activités d'autres organes du Conseil de l'Europe

Le Bureau prend note du document CDDG-Bu(2019)7.

12. Questions diverses

Néant.

13. Date et lieu de la prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu le 24 octobre 2019 (après-midi) et le 25 octobre 2019 (toute la journée) à Paris.

ANNEXE I**LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIRMAN / PRESIDENT**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Expert for Legal Affairs, Herrengasse 7, 1010 Wien,
Tel.: +43 01 53126 – 3376; E-mail: peter.andre@bmi.gv.at

OTHER MEMBERS / AUTRES MEMBRES

Mrs Monika FILIPOVÁ, Director a.i., Local State Administration, Self-Government and
Foreign Affairs Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the
Slovak Republic
Tel.: +421 2 4859 2214 ; Email: monika.filipova@minv.sk

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, D.A.R.A. - Ufficio Attività
Internazionali, ROMA
Tel. +39.06.6779.5130; E-mail: f.giustino@palazzochigi.it

Mrs Milica MARKOVIĆ, Senior Advisor, Head of Section for the development of Local Self-
government system, Ministry of Public Administration and Local Self-government,
Belgrade
Tel: +381 11 3620-117; M: +381 (0) 64 8135 007;
E-mail: milica.markovic@mduls.gov.rs

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional
Administration, Ministry of Finance, Mariankatu 9, PO Box 28 FI-00023 GOVERNMENT
FINLAND
Tel: +358 40 568 1492; E-mail: markku.mollari@vm.fi

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of
Housing, Communities and Local Government, 2nd Floor NE Corner, Fry Building, 2
Marsham St, LONDON
Tel: +44 (0)303 444 2568; Email: paul.rowsell@communities.gov.uk

Mrs Stefanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local
Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government, Sölvhólgötu 7,
101 REYKJAVÍK
Tel: (354) 545 8200; E-mail: stefania.traustadottir@srn.is

SECRETARIAT

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel : +33 (0)3 88 41 21 49 ; E-mail : claudia.luciani@coe.int

Mrs Sonia SIRTORI, Head of Good Governance Division / Chef de la Division de la bonne gouvernance – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 88 41 23 70; E-mail: sonia.sirtori@coe.int

Mr Theo WELS, Administrator / Administrateur – Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 90 21 53 04 ; E-mail: theo.wels@coe.int

Ms Alina TATARENKO – Head of the Centre of Expertise for Good Governance / Chef du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 88 41 28 47 ; E-mail: alina.tatarenko@coe.int

Ms Sylvia IVANOVA – Good Governance Division / Division de la bonne gouvernance - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Tel: +33 (0)3 88 41 28 47 ; E-mail: sylvia.ivanova@coe.int

Mme Isabelle ETTER - Assistant / Assistante

E-mail : isabelle.etter@coe.int

Interpretors / Interprètes

Rebecca BOWEN
Katia DI STEFANO
Christine TRAPP

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

- 1. Ouverture de la réunion**
- 2. Adoption de l'ordre du jour** [CDDG-Bu(2019)0J1 rév.]
- 3. Information par le Président sur les activités récentes**
- 4. Information sur les développements récents au Conseil de l'Europe**
 - Information orale par le Secrétariat
- 5. Décisions du Comité des Ministres concernant les travaux du CDDG** [CDDG-Bu(2019)1]
- 6. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2018-2019**
 - 6.1 *Révision de la Recommandation R(98)12 du Comité des Ministres sur le contrôle de l'action des collectivités locales*
 - Décision par le Comité des Ministres [CM/Rec(2019)3]
 - 6.2 *Ethique publique*
 - Lignes directrices sur l'éthique publique : Projet révisé [CDDG-Bu(2019)2]
 - Préparation d'une étude de faisabilité d'un cadre d'indicateurs du Conseil de l'Europe pour l'éthique publique [CDDG-Bu(2019)3]
 - 6.3 *Démocratie électronique*
 - Information sur la deuxième réunion du groupe de travail du CDDG sur la démocratie électronique (14-15 mars 2019, Strasbourg) [GT-ED(2019)4]
[CDDG-Bu(2019)4]
 - Lignes directrices sur la démocratie électronique sous la forme d'une boîte à outils [CDDG-Bu(2019)5]
 - Réunion de réexamen sur la mise en œuvre de la Recommandation [CM/Rec\(2017\)5](#) sur les normes relatives au vote électronique [CDDG-Bu(2019)8]
 - Les nouvelles technologies et le cycle électoral
 - 6.4 *Stratégie sur l'innovation et la bonne gouvernance*
 - Promotion des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique dans les Etats membres : Mise à jour Information orale
- 7. Développement des outils en matière de bonne gouvernance démocratique et réformes de soutien**
Centre d'expertise pour la bonne gouvernance
 - Plan stratégique 2017-2022 du Centre d'expertise : état de mise en œuvre et activités en 2019 Information orale
- 8. Rapport 2019 du Secrétaire Général**
 - Relever les défis à venir : Renforcer le Conseil de l'Europe [\[SG\(2019\)1\]](#)

9. Le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) en 2020-2021 : possibilités d'action

- Echange de vues

10. Présidence du Comité des Ministres

Activités sous les présidences de la Finlande et de la France

- Conférence ministérielle d'Helsinki, 16-17 mai 2019, Helsinki, Finlande

[CDDG-Bu(2019)6]
Information orale

11. Activités d'autres instances du Conseil de l'Europe

- 36e Session du Congrès (2-4 avril 2019)
Information par le Président

[CDDG-Bu(2019)7]

12. Questions diverses

13. Date et lieu de la prochaine réunion